

pédition d'une partie raisonnable de notre viande pour aider à approvisionner les peuples affamés d'Europe. Les éleveurs ont aussi bon cœur que les autres, mais ils ne sont pas précisément enchantés de la façon dont on a traité l'industrie. Je vous parlerai bien franchement. Si vous consultez les rapports des opérations aux parcs à bestiaux de Toronto vous verrez qu'hier il est resté 2,500 bestiaux invendus. Nos éleveurs sont prêts à vendre leurs animaux s'ils peuvent obtenir un prix correspondant au coût des bêtes d'engrais au printemps, de la provende, et du coût fort augmenté de la main-d'œuvre qui doit prendre soin des bestiaux. J'ai causé avec un courtier important de Toronto la semaine dernière, et je vous répéterai ce qu'il m'a dit alors. Voici ses paroles: C'est la commission à Ottawa qui est la cause des difficultés. Il y a un membre de cette commission, M. Todd, qui a une imagination plus fertile que celle des autres membres. Il a déjà été à l'emploi des propriétaires de salaisons, et, vu sa grande compétence, il a de telle manière que les salaisons ont pu diminuer les prix des bestiaux à leur gré. L'honnêteté n'entre pour rien dans cette question. On se plaint qu'il a en quelque sorte mis l'industrie à la merci des salaisons; les habitués des parcs à bestiaux sont d'avis qu'il a roulé les autres membres de la commission.

Comme je le disais il y a un instant, nous ne nous opposons pas à l'exportation de notre bœuf pour nourrir les peuples affamés d'Europe. Au cours de la guerre le Gouvernement a établi divers organismes destinés à accomplir certaines choses, et il s'est assuré les services de compétences pour les diriger. Quelle objection pourrait-on faire valoir contre un organisme gouvernemental qui irait acheter des bestiaux dans le pays? Les éleveurs désirent vendre leurs animaux. Que le Gouvernement les achète, les prépare et les expédie en Europe. Dans ce cas nos éleveurs seraient très heureux de fournir leurs bestiaux.

Notre pays a intérêt à avoir une abondance de débouchés pour notre bétail. Il y a des régions dans l'Ouest où le foin et l'herbe sont abondants, mais dans certaines autres la sécheresse sévit. Les éleveurs dans ce dernier cas cherchent un marché pour leurs animaux. Si les producteurs d'Ontario pouvaient trouver à vendre leurs animaux gras à un prix raisonnable ils seraient très heureux d'acheter ces animaux dans l'Ouest et de les engraisser pendant l'hiver. Mais il faut les assurer d'un marché. Je crois que mon idée nous permettrait de résoudre la difficulté actuelle.

En ma qualité de président du comité de l'Agriculture j'aurais accepté la proposition de l'honorable leader d'en face de faire comparaître les fonctionnaires en cause devant notre

comité; mais je crois savoir que le Sénat s'ajournera pour deux semaines et, comme cette question est d'une très grande actualité en ce moment, il serait trop tard pour faire quoi que ce soit dans deux semaines.

L'honorable IVA C. FALLIS: Honorables sénateurs, je voudrais tout d'abord m'associer aux honorables préopinants qui ont félicité Son Honneur le président, ainsi que les honorables motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Ces messieurs, ainsi que l'honorable leader du côté du Gouvernement (l'honorable M. Robertson), ont surtout parlé de questions qui y sont traitées. On me permettra de consacrer quelques instants à un problème d'importance capitale pour les habitants de notre pays, mais dont on fait à peine mention dans le discours du trône, le problème de l'embauchage.

Bien que cette question incombe tout d'abord au Gouvernement, elle nous intéresse tous grandement. Nous souhaitons tous trouver la véritable solution à ce problème. Nous avons probablement tous les idées personnelles sur la façon de le résoudre. Il se peut que l'on profite de la mise en commun de ces opinions, ou qu'on aide de quelque façon à résoudre le problème.

Mon opinion personnelle est essentiellement semblable en ce moment à celle que j'ai formulée ici en plusieurs occasions au cours des deux ou trois dernières années. A mon avis, il y a trois points principaux, trois points essentiels que voici: d'abord, le Gouvernement d'un pays est le premier tenu de trouver du travail, dans la mesure du possible, et d'attacher une rémunération équitable à l'exécution de ce travail. En second lieu, il incombe aux particuliers d'accepter ce travail et de l'accomplir de leur mieux, compte tenu de leurs aptitudes physiques et mentales. En troisième lieu, je crois que la grandeur d'un pays se mesure d'après l'économie, l'énergie et l'initiative dont font preuve les citoyens individuellement...

Des VOIX: Bravo.

L'honorable Mme FALLIS: ...et que les mesures législatives et les directives de l'Administration doivent viser à développer et non à détruire ces qualités chez l'individu.

Je suis fermement convaincue que la situation dans laquelle les ouvriers et le Gouvernement se trouvent actuellement aurait pu être évitée dans une grande mesure si le Gouvernement, au cours des quelques dernières années avait consacré moins de temps et de réflexion à des mesures d'un paternalisme outré et avait insisté davantage sur les devoirs des particuliers. Lorsque le ministre du Travail, au cours des récentes élections fédérales, répondait de façon désinvolte à toutes les questions